

DELIBERATION 2024 06 –**Approbation des montants relatifs aux sommes à passer au titre des provisions sur les exercices 2019 à 2023 et régularisation du budget 2024**

Séance du Comité syndical du 26 mars 2024

EXPOSE DES MOTIFS

Sur l'ensemble des budgets antérieurs, même ceux non attaqués, il faut considérer que la somme à passer en provision au titre de l'application du contrat résilié doit être remplacée y compris 2024 comme étant une provision pour les sommes que l'ancien cocontractant demande ou demandera à titre extracontractuelle (enrichissement sans cause, voire, éventuellement, responsabilité pour faute) au Syndicat. Ainsi une provision a été constituée par la délibération 2024 03 pour risques et charges liée à la fin du service public Autolib' et à ses suites contentieuses dans les relations avec la SAS Autolib', d'un montant de 32,5 M€ au titre d'une estimation à parfaire des indemnités dues par le SAVM au vu de la demande de la SAS Autolib' dans sa requête déposée le 9 février 2024 auprès de la Cour administrative d'appel de Paris sur le terrain quasi-contractuel et quasi-délictuel, ou de manière alternative en cas de suite positive de l'appel formé par la SAS Autolib', sur le terrain contractuel au titre des indemnités de résiliation ou de toute autre montant que la Cour mettrait à la charge du Syndicat et qui pourrait être immédiatement exigible.

Les demandes indemnitaires faites par la SAS Autolib' sont contestées par le SAVM. Mais à partir du moment où elles sont demandées, il serait déraisonnable juridiquement et insincère financièrement de ne pas les provisionner.

Pour l'exercice 2019 qui a donné lieu à une censure distincte de la part du juge, il faut donc bien considérer pour l'avenir que ces provisions sont effectuées au titre des motifs préalablement exposés.

Les titres de recettes qui n'ont pas été contestés et qui ont été payés au titre de la responsabilité contractuelle devront être réputés avoir été payés au titre de la responsabilité extracontractuelle au sens de l'article 1er des présentes.

A chaque fois, tant les écritures comptables et budgétaires que les titres qu'ils aient été annulés ou non seront bien évidemment à prendre en compte quant à leur montant modifié, revue à la baisse, si ceux-ci ont été revus à la baisse en cours d'exercice ;

Je vous prie, cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président

DELIBERATION 2024 06 –**Approbation des montants relatifs aux sommes à passer au titre des provisions sur les exercices 2019 à 2023 et régularisation du budget 2024**

Séance du Comité syndical du 26 mars 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le code de justice administrative ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole du 19 septembre 2019, et notamment les articles 8-1, 8-2 et 14 ;
Vu la délibération n° 2017-121 du 18 décembre 2017 relative à l'approbation des montants des contributions au Syndicat Autolib' et Velib' Métropole pour l'année 2018 fixées à 100€ par station ;
Vu la délibération 2018-31 du 14 décembre 2018 portant cette contribution à 3 775,65€ par station figurant sur la liste des stations ouvertes au 25 juin 2018 ;
Vu la délibération 2018-33 du 14 décembre 2018 approuvant les contributions pour l'année 2019 par les collectivités membres ;
Vu la délibération 2019-07 du 15 mars 2019 portant modification des montants des contributions pour l'année 2019 par les collectivités membres ;
Vu la délibération 2019-32 du 19 décembre 2019 portant modification des contributions 2019 au Syndicat par les collectivités membres ;
Vu la délibération 2019-35 du 19 décembre 2019 approuvant les contributions pour l'année 2020 par les collectivités membres ;
Vu la délibération 2020-35 du 11 décembre 2020 portant modification des montants des contributions pour l'année 2020 par les collectivités membres ;
Vu la délibération 2021-30 du 13 décembre 2021 portant approbation des montants des contributions 2022 au Syndicat par les collectivités membres ;
Vu la délibération 2022-21 du 21 juin 2022 portant modification du montant de la contribution 2022 au Budget principal du Syndicat par les collectivités membres ;
Vu la délibération 2022-33 du 12 décembre 2022 approuvant les contributions pour l'année 2023 par les collectivités membres ;
Vu la délibération 2023-25 du 20 juin 2023 portant modification du montant de la contribution 2023 au Syndicat ;
Vu la délibération 2023-45 du 28 novembre 2023 portant approbation du budget primitif du budget principal pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2024 ;
Vu la délibération 2024 02 du 26 mars 2024 portant approbation du montant des contributions complémentaires 2018 de la commune d'Antony au Syndicat Autolib' et Velib' Métropole et régularisation du budget 2024 ;
Vu la délibération 2024 03 du 26 mars 2024 portant constitution de la provision pour risques et charges en raison de la fin du service public Autolib' et détermination des contributions nécessaires à sa couverture et régularisation du budget 2024 ;
Vu la délibération 2024 04 du 26 mars 2024 portant approbation du budget primitif du budget principal pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2019 et régularisation du budget 2024 ;
Vu la délibération 2024 05 du 26 mars 2024 portant approbation du montant des contributions pour le fonctionnement du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole au titre de la compétence Autolib' pour les années 2020 à 2023 et régularisation 2024 ;

Vu l'avis des sommes à payer n° 2018-50-230 du 9 janvier 2019 émis à l'encontre de la Commune d'Antony pour 14 702,60€ ;

Vu l'avis des sommes à payer n° 2019-7-8 du 1er avril 2019 (9 600,00€) émis à l'encontre de la Commune d'Antony pour la contribution Autolib' 2019 pris en application de l'article 1 de la délibération 2018-33 du 14 décembre 2018 ;

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20240328-2024-06-DE
Date de réception préfecture : 26/03/2024

Vu l'avis des sommes à payer n°2019-29-114 du 25 septembre 2019 (14 400,00€) émis à l'encontre de la Commune d'Antony intitulé « Contribution provision Autolib' 2019 », pris en application de l'article 1 de la délibération 2019-07 ;

Vu l'avis des sommes à payer n° 2020-6-10 du 26 février 2020 (9 200,00€) émis à l'encontre de la Commune d'Antony intitulé « Contribution fonctionnement Autolib' 2020 », pris en application de la délibération 2019-35 du 12 décembre 2019 ;

Vu l'avis des sommes à payer n°2022-8-13 du 7 avril 2022 (6 520,00€) émis à l'encontre de la Commune d'Antony intitulé « Contribution fonctionnement Autolib' 2022 », pris en application de la délibération 2021-30 ;

Vu l'avis des sommes à payer n°2022-13-83 du 7 avril 2022 (14 400,00€) émis à l'encontre de la Commune d'Antony intitulé « provision Autolib' 2022 », pris en application de la délibération 2021-30 ;

Vu l'avis des sommes à payer n°2022-50-216 du 22 décembre 2022 (22 444,00€) émis à l'encontre de la Commune d'Antony intitulé « complément provision Autolib' 2022 », pris en application de la délibération 2022-21 ;

Vu l'avis de sommes à payer n°2023-5-34 du 17 février 2023 (36 844,00€) émis à l'encontre de la Commune d'Antony intitulé « provision Autolib' 2023 », pris en application de la délibération 2022-33 ;

Vu l'avis de sommes à payer n°2023-13-100 du 21 avril 2023 (5 200,00€) émis à l'encontre de la Commune d'Antony intitulé « contribution fonctionnement Autolib' 2023 », pris en application de la délibération 2023-08 ;

Vu le jugement du tribunal administratif de Paris N°1905483 du 6 février 2024 ;

Vu le jugement N°1909716, 1910155, 1912869, 2001248, 2001250 et 2003267 du tribunal administratif de Paris du 6 février 2024 ;

Vu le jugement N°2007537 et 2104812 du tribunal administratif de Paris du 6 février 2024 ;

Vu le jugement N°2212687,2212688 et 2303923 du tribunal administratif de Paris du 6 février 2024 ;

Vu le jugement N°2303018, 2308540 et 2314222 du tribunal administratif de Paris du 6 février 2024 ;

Vu le jugement du tribunal administratif de Paris N°1919348/3-3 du 12 décembre 2023 ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE, sur l'ensemble des budgets antérieurs, même ceux non attaqués, que la somme à passer en provision au titre de l'application du contrat résilié doit être remplacée y compris pour 2024 comme étant une provision pour risques et charges liée à la fin du service public Autolib' et à ses suites contentieuses dans les relations avec la SAS Autolib', conformément à la délibération 2024 03 au titre d'une estimation à parfaire des indemnités dues par le SAVM au vu de la demande de la SAS Autolib' dans sa requête déposée le 9 février 2024 auprès de la Cour administrative d'appel de Paris sur le terrain quasi-contractuel et quasi-délictuel, ou de manière alternative en cas de suite positive de l'appel formé par la SAS Autolib', sur le terrain contractuel au titre des indemnités de résiliation ou de toute autre montant que la Cour mettrait à la charge du Syndicat et qui pourrait être immédiatement exigible;

Article 2 : DECIDE, pour l'exercice 2019 qui a donné lieu à une censure distincte de la part du juge, de considérer pour l'avenir que ces provisions sont effectuées au titre des motifs exposés à l'article précédent ;

Article 3 : DECIDE que les titres de recettes qui n'ont pas été contestés et qui ont été payés au titre de la responsabilité contractuelle devront être réputés avoir été payés au titre de la responsabilité extracontractuelle au sens de l'article 1er des présentes ;

Article 4 : DECIDE chaque fois, tant dans les écritures comptables que dans les écritures budgétaires que les titres qu'ils aient été annulés ou non seront à prendre en compte quant à leur montant modifié, revue à la baisse, si ceux-ci ont été revus à la baisse en cours d'exercice ;

075-200021624-20240326-2024-06-DE
Date de réception préfecture : 26/03/2024

Article 5 : AUTORISE le Président à réinscrire ces recettes au budget 2024, dans les conditions susmentionnées, ainsi qu'à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



Le Président,

Sylvain Raifaud